

Pouvoirs  
dans la Caraïbe

## Pouvoirs dans la Caraïbe

Revue du CRPLC

17 | 2012

Genre et violences interpersonnelles en Martinique

---

### Editorial

Nadine Lefaucheur

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/plc/855>

ISSN : 2117-5209

#### Éditeur

L'Harmattan

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2012

Pagination : 9-14

ISBN : 978-2-296-55-856-4

ISSN : 1279-8657

#### Référence électronique

Nadine Lefaucheur, « Editorial », *Pouvoirs dans la Caraïbe* [En ligne], 17 | 2012, mis en ligne le 24 janvier 2012, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/plc/855>

---

## EDITORIAL

**Nadine LEFAUCHEUR**

*Sociologue*

*Membre associé du CRPLC*

*Université des Antilles et de la Guyane*

Les contributions de ce numéro 17 de *Pouvoirs dans la Caraïbe* sont issues de la recherche « Genre et violences interpersonnelles à la Martinique », recherche dont l'origine remonte à la fin des années 1990.

A la suite de la Conférence de l'ONU sur les femmes tenue à Pékin en 1995 et à l'instigation du service des Droits des femmes du ministère de l'Emploi et de la Santé, une enquête nationale sur les violences faites aux femmes avait alors été mise en place avec l'objectif de produire des statistiques fiables permettant de mesurer les violences interpersonnelles subies par les femmes dans leur vie professionnelle, familiale et conjugale, ainsi que dans l'espace public. Cette enquête, dite enquête Enveff, coordonnée par l'Institut de Démographie de l'Université Paris 1 (IDUP) et dirigée par Maryse Jaspard, a été réalisée en 2000 par une équipe pluridisciplinaire de chercheurs et chercheuses appartenant à plusieurs universités et instituts de recherche, soudée par une approche commune des rapports de genre.

En 2001 et 2002, plusieurs enquêtes du même type ont été effectuées, en lien avec l'équipe Enveff, à l'aide de financements nationaux ou locaux, dans les départements et territoires français du Pacifique et de l'Océan indien (Réunion, Nouvelle-Calédonie, Polynésie). Un financement conjoint des secrétariats d'Etat à l'Outre-mer et au Droit des femmes avait été accordé au Centre de recherche sur les pouvoirs locaux dans la Caraïbe (CRPLC), afin de procéder à une enquête pilote testant les conditions de réalisation d'une enquête Enveff en Guadeloupe, Guyane et Martinique. Une équipe a été constituée à cet effet sous la responsabilité de Myriam Cottias – c'est d'ailleurs à cette occasion que j'ai demandé au CNRS de rejoindre le CRPLC. Après avoir adapté le questionnaire national aux réalités antillo-guyanaises et l'avoir testé sur 150 femmes de chaque département, nous avons conclu à la faisabilité d'une enquête Enveff dans les départements français d'Amérique. Mais, suite au désengagement des deux secrétariats d'Etat, et malgré l'implication de l'Agence nationale de la recherche sur le sida et de la Mission interministérielle de lutte contre les drogues et les

toxicomanies, un financement suffisant n'a pas pu être trouvé. Le projet a donc été mis en sommeil.

La question des violences interpersonnelles, et particulièrement des violences conjugales, est cependant devenue de plus en plus sensible dans l'espace antillo-guyanais. En Martinique, elle a fait irruption sur le devant de la scène médiatique, associative et judiciaire, avec la multiplication des « faits divers » – 25 femmes tuées par leur (ancien) mari ou compagnon entre 1998 et 2009 – dont certains, comme l'immolation publique de Sandra Cadet-Petit, en juin 2004, ont fortement ému l'opinion. L'Union des femmes de la Martinique (UFM) a d'ailleurs fait de la lutte contre les violences conjugales sa priorité pendant toute cette période, réclamant régulièrement la réalisation d'une enquête statistique qui permette de mesurer l'importance du phénomène.

Aussi, le CRPLC s'est-il engagé, en 2006, dans le cadre du contrat de programme Etat-Région, à relancer l'étude interrompue en 2002. L'opportunité en a été fournie par l'appel d'offres lancé la même année par l'Agence nationale de la recherche (ANR) sur le thème « Conflits, guerres, violence ». Après avoir sollicité la collaboration d'Elizabeth Brown, démographe, directrice du centre de recherche de l'Institut de démographie de l'Université Paris 1 (CRIDUP), qui avait participé aux enquêtes Enveff dans l'hexagone et en Polynésie, et obtenu son accord pour se lancer dans l'aventure, j'ai donc répondu à cet appel d'offres, en limitant, pour des raisons matérielles, la recherche au seul département de la Martinique. Toutefois, lors de discussions avec Myriam Cottias et Elizabeth Brown, nous avons envisagé de faire également porter l'enquête, si nous réussissions à la faire financer, sur les violences subies par les hommes. Pour désamorcer les reproches fréquemment faits aux enquêtes Enveff de « victimiser » les femmes et d'oublier l'existence des « hommes battus ». Mais aussi et surtout parce que le développement des travaux sur la construction des identités sexuées laissait entrevoir que le rapport, différent selon le sexe, à la violence commise ou subie jouait un rôle capital dans la construction des identités masculine et féminine. Nous avons donc proposé de faire porter l'enquête statistique sur un échantillon comprenant autant d'hommes que de femmes. Mais les moyens qui nous ont été accordés par l'ANR ne permettaient pas d'enquêter sur un échantillon suffisamment important et le jury de l'appel d'offres nous a d'ailleurs conseillé de ne faire porter la recherche statistique que sur les femmes et d'explorer la dimension « socialisation masculine et violence » au moyen d'une enquête qualitative auprès d'un échantillon limité.

Au même moment, Catherine Vautrin, ministre déléguée à la Cohésion sociale et à la Parité, en visite à la Martinique, annonçait que le service des Droits des femmes et de l'Égalité (SDFE) financerait la recherche, réclamée depuis plusieurs années, sur les violences faites aux femmes. La déléguée régionale aux Droits des femmes, Josette Augustin, m'ayant confié la responsabilité de proposer au SDFE un contrat prévoyant l'utilisation des crédits ainsi promis, ceux-ci, joints aux crédits accordés par l'ANR, ont permis de construire le projet d'une enquête sur « le genre et les violences interpersonnelles à la Martinique » comportant trois volets :

- Une enquête statistique portant sur les violences subies par un millier d'hommes et autant de femmes vivant en Martinique (financement conjoint ANR-SDFE) ;
- Une enquête qualitative par entretiens approfondis auprès d'une vingtaine de femmes étant ou ayant été victimes de violences de la part d'un conjoint ou ancien conjoint, sur les obstacles qu'elles rencontrent ou ont rencontré pour sortir de la situation de violences conjugales et sur les ressources qu'elles ont pu ou peuvent mobiliser pour le faire (financement SDFE) ;
- Une enquête qualitative par entretiens approfondis auprès d'une vingtaine d'hommes ayant grandi en Martinique, sur les modalités de leur socialisation et la place tenue par la violence dans celle-ci, ainsi que sur leur biographie amoureuse et conjugale et leurs représentations en matière de genre et de rapports entre les sexes (financement ANR).

Le volet statistique a été réalisé conjointement par le CRPLC et le CRIDUP, sous la responsabilité d'Elizabeth Brown et la mienne, avec l'appui technique de la société MV2-Maxiphone qui a procédé à l'informatisation et à la passation du questionnaire.

Une équipe de jeunes chercheurs a été constituée, sous ma responsabilité, dans le cadre du CRPLC, pour procéder aux deux enquêtes par entretiens approfondis. Sauf trois d'entre eux, qui ont été effectués par Joëlle Kabile et William Touzanne, les entretiens avec les femmes victimes ont été réalisés par Léoncine Ozier-Lafontaine ; Joëlle Kabile a également participé à leur analyse et William Touzanne a rencontré les responsables des structures et institutions officiellement considérées comme des « ressources » devant aider les femmes à sortir des situations de violence conjugale ; les entretiens ont été transcrits par Zéline Lacombe.

Les entretiens sur la socialisation masculine ont été réalisés par Roger Cantacuzène, Joëlle Kabile, Paola Lavra, Clara Palmiste et Mylenn Zobda-Zebina. Ils ont été analysés collectivement dans le cadre du séminaire « Genre et violence », que nous avons organisé à l'Université Antilles-Guyane (CRPLC), séminaire auquel ont participé à plusieurs reprises, comme conseillères scientifiques, les anthropologues Stéphanie Mulot et Dolorès Porette.

La présente livraison de *Pouvoirs dans la Caraïbe* présente les résultats des deux premiers volets, achevés, de la recherche : enquête statistique Enveff-Martinique et enquête sur les sorties de la violence conjugale.

Les contributions de la première partie portent sur le contexte de la recherche sur les violences interpersonnelles à la Martinique : évolution des approches en matière de violence conjugale, de l'étude des conflits conjugaux à la recherche sur les violences envers les femmes (Nadine Lefaucheur) ; législations et données d'enquête sur la violence domestique et sexuelle à l'égard des femmes dans les états de la Caraïbe (Clara Palmiste et Nadine Lefaucheur) ; méthodologie et résultats des précédentes enquêtes Enveff menées dans la France hexagonale et ultramarine du Pacifique et de l'Océan Indien (Elizabeth Brown).

Celles de la deuxième partie (Elizabeth Brown et Nadine Lefaucheur) présentent la méthodologie et la composition de l'échantillon de l'enquête Enveff sur les violences interpersonnelles subies dans différentes sphères (vie professionnelle, familiale et conjugale, espaces et lieux publics) et périodes de leur existence (douze derniers mois, avant 18 ans, après 18 ans) par les personnes – femmes et hommes – âgées de 18 à 59 ans vivant en Martinique. La seconde contribution présente les résultats de l'analyse statistique qui montrent que, sauf pour les atteintes sexuelles, les hommes sont un peu plus touchés que les femmes dans la vie professionnelle et dans l'espace public, tandis que les femmes le sont davantage, surtout pour les faits les plus graves et répétés, dans la vie amoureuse et conjugale, ainsi que dans les relations avec les proches ou avec un ancien conjoint ou partenaire. Ces résultats montrent également que, pour les hommes comme pour les femmes, les auteurs des faits subis sont plus souvent des hommes, mais aussi que les difficultés sociales et familiales vécues dans l'enfance et l'adolescence sont l'un des principaux facteurs d'accroissement des risques de *victimation* pour chaque type de violence, psychologique, physique ou sexuelle.

La troisième partie de cette livraison de *Pouvoirs dans la Caraïbe* porte sur l'enquête par entretiens approfondis, menée auprès de femmes qui sont ou ont été victimes de violences de la part d'un conjoint ou ancien conjoint, sur les obstacles que ces femmes ont rencontrés et sur les ressources qu'elles ont pu mobiliser pour sortir d'une situation de violences conjugales. La moitié des femmes qui ont accepté de rencontrer une enquêtrice ayant donné leur accord lors de l'enquête statistique, la première contribution de cette partie compare les données obtenues par l'une et l'autre méthode, ainsi que les profils très différents des deux sous-échantillons (« natives » rencontrées à l'issue de l'enquête statistique, « migrantes » contactées par l'intermédiaire des associations) et présente la démarche de l'enquête qualitative (Nadine Lefaucheur et Léoncine Ozier-Lafontaine). La suivante retrace les histoires de couples et de violences rapportées par les femmes rencontrées (Léoncine Ozier-Lafontaine et Nadine Lefaucheur). La troisième porte sur les divers obstacles, matériels, psychologiques, idéologiques et sociaux, que rencontrent les femmes pour sortir de situations de violence conjugale (Joëlle Kabile) et la dernière présente divers itinéraires empruntés par les femmes pour mettre fin à de telles situations (Nadine Lefaucheur, Joëlle Kabile et Léoncine Ozier-Lafontaine).

L'ensemble est complété par une bibliographie importante – mais certainement incomplète.

Quant au travail sur la socialisation masculine et les masculinités à la Martinique, la recherche exploratoire à laquelle nous avons procédé ne fait que défricher un sujet qui a connu des développements importants dans la sociologie et l'anthropologie caribéenne anglophone, mais qui n'a été que peu abordé, surtout en termes de genre, dans la recherche sur les Antilles françaises. Ce travail se poursuit actuellement, en particulier avec des approfondissements théoriques dans le cadre du séminaire « Genre et société aux Antilles » organisé au CRPLC en 2010-2012 (responsables : Joëlle Kabile et Vanessa Agard-Jones). Certains résultats de l'enquête par entretiens ont déjà été présentés oralement, en Martinique (10<sup>e</sup> séminaire de l'École des Parents de Martinique-AMDOR, mars 2010 ; Jeudi de l'Université, mars 2011) ou dans des colloques internationaux (Québec, colloque sur les masculinités, mars 2011). Ils donneront lieu à un dossier dans une prochaine livraison de *Pouvoirs dans la Caraïbe*.

A cette étape, c'est un devoir et un plaisir, pour l'équipe CRPLC/CRIDUP « Genre et violence à la Martinique », de remercier tous ceux et celles qui ont contribué aux résultats ici présentés, en nous faisant confiance pour nous donner les moyens de réaliser cette recherche (jury de l'ANR, Josette Augustin, SDFE), pour nous permettre de rencontrer des

femmes victimes de violences conjugales (UFM, Association Rosannie Soleil), pour accepter de partager avec nous des éléments de leur histoire de vie, de leurs difficultés, de leurs souffrances, de leurs interrogations. Nos remerciements vont ici d'abord, naturellement, aux femmes qui ont connu ou connaissent encore la violence conjugale et qui ont accepté de nous rencontrer pour en parler. Mais ils vont également à tous les Martiniquais et toutes les Martiniquaises qui ont bien voulu prendre sur leur temps pour répondre au long questionnaire téléphonique, surtout lorsque les questions réveillaient des douleurs dont nous savons que l'écho se prolonge souvent bien après la fin de la communication. Ils vont aussi aux divers responsables et professionnels de la justice, de la police, de la gendarmerie, du conseil général, des associations, qui ont accepté de parler de leur action en faveur des femmes victimes. Ils vont également à l'équipe de MV2-Maxiphone, aux responsables de plateau et aux enquêteurs et enquêtrices, tous volontaires, qui, outre leur compétence, ont mis leur cœur au service de la collecte des données. Ils vont enfin à tous ceux et celles qui ont, à un degré ou à un autre, permis que cette enquête aboutisse – sans oublier, au sein du CRPLC, Myriam Cottias, Justin Daniel, Pascale Campus et Emmanuelle Dedenon – ou l'ont accompagnée de leurs conseils, de leur expérience et de leur amitié, en particulier Stéphanie Mulot et Dolorès Pourette.

Je tiens également à témoigner de la richesse des échanges auxquels cette recherche a donné lieu et du plaisir pris au travail commun, malgré la lourdeur de la tâche, les difficultés rencontrées et le caractère souvent éprouvant des témoignages recueillis et des matériaux analysés. Mes remerciements vont donc aussi aux membres de l'équipe de recherche – Elizabeth Brown, Roger Cantacuzène, Joëlle Kabile, Paola Lavra, Léoncinie Ozier-Lafontaine, Clara Palmiste, William Touzanne, Mylenn Zobda-Zebina – qui, des deux côtés de l'Atlantique, tant au CRIDUP qu'au CRPLC, se sont mobilisés pour mener à bien, dans une atmosphère chaleureuse, cette aventure qui, nous l'espérons, a fait et fera encore progresser l'approche des réalités antillaises en termes de rapports de genre.